

United Nations

Nations Unies

SECURITY
COUNCIL

CONSEIL
DE SECURITE

UNRESTRICTED
S/1231
27 janvier 1949
FRENCH
ORIGINAL : ENGLISH

LETTRE ADRESSEE LE 16 JANVIER 1949 PAR LA COMMISSION DES BONS OFFICES
POUR LA QUESTION INDONESIENNE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE
POUR LUI TRANSMETTRE UN RAPPORT SUR LA VIE DES REPUBLICAINS
INTERNES DEPUIS LE 19 DECEMBRE 1948

16 janvier 1949

Monsieur le Président,

Comme suite à notre rapport sur la visite de la Commission à Pangka transmis par télégramme le 16 janvier 1949 (S/1213), nous avons l'honneur de vous communiquer ci-joint le rapport au Président de la délégation républicaine sur la vie des républicains internés depuis le 19 décembre, rapport dont il est fait mention au paragraphe 7 du rapport de la Commission.

Veuillez agréer, etc...

(signé) R. Horremans (Belgique) Président
T.K. Critchley (Australie)
R. Lisle (Etats-Unis d'Amérique)

RECEIVED
8 1949
NATIONS

RAPPORT DE M. MOHAMED ROEM, PRESIDENT DE LA DELEGATION REPUBLICAINE
A LA COMMISSION DES BONS OFFICES

La partie du présent rapport qui touche aux événements qui se sont déroulés à Kaliurang entre le 19 et le 22 décembre 1948 est fondée sur mon expérience personnelle, car je me trouvais alors accompagner en cette ville la Commission des bons offices. Du 22 au 31 décembre 1948, j'ai été interné au Palais du Président à Djocjakarta. La relation des événements qui se sont déroulés au Palais du 19 au 31 décembre 1948 est basée sur les déclarations de M. A.G. Pringgodigdo, Secrétaire d'Etat, qui se trouvait là au cours de cette période. En outre, le présent rapport relate ma vie d'interné dans l'île de Bangka où j'ai été emmené le 31 décembre 1948 en compagnie du Vice-Président Hatta et d'un petit groupe d'autres personnes. Ce rapport fait également état de nombreux événements dont m'ont parlé les personnes qui étaient internées avec moi au Palais du Président.

L'armée néerlandaise qui avait débarqué le 19 décembre 1948 à Maguwo commença l'attaque du Palais du Président Soekarno le même jour vers 14 heures. La garde personnelle du Président résista tout d'abord mais, sur l'ordre du Président, un groupe porteur du drapeau blanc se rendit auprès des Néerlandais pour leur faire savoir que la garde personnelle du Président n'offrirait plus de résistance. Sur ce, un officier néerlandais, le lieutenant-colonel Overbeek, vint informer le Président que ce dernier et toutes les personnes qui se trouvaient alors au Palais étaient internés et qu'il ne leur était pas permis de quitter les lieux. Il demanda au Président de donner sa parole d'honneur qu'il resterait au Palais et le Président accepta. Le même jour, M. Mohamed Hatta Vice-Président, et sa famille furent aussi internés.

Le lundi 20 décembre 1948 au matin, le lieutenant Bekker vint informer le Président qu'il allait être emmené pour avoir une entrevue avec le major général Meyer. Dans l'après-midi, le capitaine Vosvold emmena en jeep le Président au quartier général néerlandais. Aux dires du Président, on lui demanda lors de cette entrevue de donner ordre à la TNI de cesser le feu. Néanmoins, le Président répondit qu'en tant que prisonnier il n'était pas en mesure de le faire. Le général Meyer déclara que le Président n'était pas prisonnier mais simplement détenu à domicile, sur quoi le Président répondit que cela revenait au même.

Le mercredi 22 décembre 1948 vers 9 heures, le capitaine Vosveld apporta le message selon lequel cinq personnes devaient se préparer à quitter Djocjakarta, à savoir : 1) le Président Soekarno, 2) le Vice-Président Mohamad Hatta, 3) St. Sjahrir, Conseiller du Président, 4) M. Assaat, Président du KNIP (Comité central national indonésien - organisme représentatif populaire provisoire de la République), qui avait assisté à la réunion de Cabinet du 19 décembre au Palais du Président et qui avait également été fait prisonnier, enfin 5) M. A.G. Pringgodigdo, Secrétaire d'Etat.

Peu après Hadji Agus Salim, Ministre des affaires étrangères et le Commodore Suriaudarma, Chef des forces aériennes indonésiennes, furent également amenés au Palais du Président puis emmenés avec les cinq personnes sus-mentionnées à l'aérodrome de Magiwo puis de là, par avion à l'aérodrome de Bangka. Là le Président, H.A. Salim et St. Sjahrir furent séparés de leurs compagnons de voyage. Nous apprîmes ensuite qu'ils avaient été emmenés tous les trois à Brastagi. Le Vice-Président Mohamed Hatta et les autres furent emmenés à Menumbing, petite localité située dans la montagne près de Muntok (Bangka).

Le lundi 20 septembre, vers 15 heures, l'armée néerlandaise arrivait à Kaliurang. Les membres de la délégation républicaine et le personnel de la délégation qui se trouvaient dans les bureaux de la délégation et dans un certain bâtiment ("P") furent mandés à la maison où s'était installé le commandant néerlandais pour y donner leur nom. Je vis réunir devant cette maison les hommes de la population indonésienne de Kaliurang. On leur ordonna de s'asseoir les jambes croisées au milieu de la route. Je constaté également que MM. Roosdiono et Paul Hakim (membres du secrétariat de la délégation indonésienne) devaient rester assis par terre pendant que les soldats néerlandais prenaient leur repas à l'hôtel Kaliurang. Les autres membres de la délégation républicaine et le reste du personnel de la délégation n'ont pas été traités de cette manière. Plus tard, MM. Roosdiono et Paul Hakim nous rejoignirent. On nous fit tous pénétrer dans la maison où nous fûmes autorisés à nous asseoir sur des chaises. Après avoir relevé nos noms, on nous ramena aux bureaux de la délégation.

Quand les opérations militaires commencèrent, le Vice-Président m'ordonna, comme j'étais le seul membre de la délégation présent à Kaliurang d'y rester avec M. A.K. Pringgodigdo, conseiller, pour me trouver auprès de la Commission des bons offices. Les autres membres du personnel de la délégation demeurés à Kaliurang étaient ceux qui habitaient Djakarta mais auxquels les Néerlandais n'avaient pas permis de rentrer chez eux en septembre 1948.

Le lendemain matin on fouilla tous les bureaux de la délégation et on emporta toutes les machines à écrire et tous les appareils de TSE. Le mercredi 22 décembre 1948, on nous emmena en camion au n° 11-A, Terban Taman Jocja, qui était apparemment occupé par une partie des services de renseignements militaires néerlandais. Là on nous dit que nous pourrions trouver un domicile de notre choix et qu'il nous fallait faire connaître notre adresse.

Je fus le seul à être emmené au Palais du Président. Ma femme, qui m'avait accompagné tout le temps à Kaliurang, se vit permettre de rentrer chez elle. Toutefois, comme mon domicile au 17 Sagan, Jocja, était déjà occupé par l'armée néerlandaise, ma famille fut emmenée au 18 Sagan, Jocja où vivait la famille de M. Natsir (Ministre de l'information); la famille de H.A. Salim, qui était obligée de quitter la maison qu'elle occupait au 12 Terban Taman fut également emmenée chez M. Natsir. Aussi la maison de M. Natsir était-elle surpeuplée. Ma femme se rendit donc avec moi au Palais du Président où elle resta quelque temps.

Les Néerlandais s'emparèrent au 11-A Terban Taman de toutes les archives de la délégation républicaine et de tous mes papiers qui, pour la plupart, traitaient des négociations. Les officiers néerlandais présents étaient : 1) le Capitaine Vosveld, 2) le Capitaine Treffers, 3) le Lieutenant Bakker, 4) M. Biebert, dont j'ignore le grade.

En arrivant au Palais du Président, je trouvais :

- 1) Mme Soekarno et les autres membres de la famille du Président,
- 2) Mme Mohamed Hatta et les autres membres de la famille,
- 3) M. Ali gastroamidjojo, Ministre de l'instruction publique et Vice-Président de la délégation républicaine, qui était interné au Palais depuis le 20 décembre,
- 4) M. Laoh, Ministre des travaux publics, interné également depuis le 20 décembre 1948,
- 5) M. Kusman, Ministre des affaires sociales, interné depuis le 20 décembre,
- 6) Le professeur Asikin, qui se trouvait déjà au Palais avant le début des opérations militaires car il devait accompagner aux Indes le Président en qualité de médecin particulier de ce dernier,
- 7) M. Sumarto, Chef adjoint de la police républicaine,
- 8) M. Icksan, Secrétaire d'Etat adjoint, et sa famille qui habitaient dans le Palais du Président
- 9) M. Ratmoko, Secrétaire d'Etat adjoint, et sa famille. Celui-ci avait dû se rendre au Palais du Président parce que son domicile qui se trouvait en face du Palais était occupé par les Néerlandais

- 10) M. Mitchar, membre du Secrétariat d'Etat,
- 11) M. Mamed, Commissaire de la police d'Etat,
- 12) M. Nazir Fasmuntjak, haut fonctionnaire du Ministère des affaires étrangères qui avait déjà été désigné comme représentant de la République aux Indes pour succéder à M. Sudarsono,
- 13) M. Wangsawidjaja, Secrétaire du Vice-Président,
- 14) M. Saubari, Secrétaire général du Ministère des finances,
- 15) M. Farubojo Kolopeking, Patih (Vice-Régent) détaché à Djambi, qui avait été appelé à Djocjakarta par le Gouvernement.

Se trouvaient également au Palais les membres de la Maison particulière du Président, ce qui portait le total des personnes présentes, y compris les enfants, à une centaine environ.

Comme les prisonniers s'étaient vu interdire de quitter le Palais et étaient gardés par la police militaire néerlandaise, il ne leur était pas permis de communiquer avec quiconque se trouvait à l'extérieur. Au cours de mon séjour, d'autres hautes personnalités républicaines furent envoyées au Palais, à savoir :

- 1) M. Leimena, Ministre de la santé publique et Président du Comité de sécurité de la délégation républicaine, qui avait été emmené de chez lui,
- 2) M. Mohamed Natsir, Ministre de l'information, qui avait été emmené de l'hôpital où il était en traitement depuis plusieurs jours. Il semblait alors être à nouveau en bonne santé,
- 3) M. Djuanda, Ministre des communications et Président du Comité économique et financier de la délégation républicaine, qui avait été emmené de chez lui,
- 4) Ki Hadjar Dewantara, membre du Haut Comité consultatif de la République et Président de l'Institut d'éducation de Taman-Siswa, qui avait été emmené de chez lui,
- 5) M. Sewaka, Gouverneur du Java occidental, qui avait été tiré de la prison de Wirogunan, Djocjakarta,
- 6) M. Ratulangi, Conseiller de la délégation républicaine, ancien Gouverneur républicain des Célèbes, qui avait été interné dans l'île de Serui par les Néerlandais,
- 7) M. Latuharhary, membre de la délégation républicaine.

Entre le 22 et le 31 décembre 1948, les personnes ci-après quittèrent le Palais du Président :

- 1) M. Sumarto,
- 2) M. Mamed,
- 3) M. Mohamed Natsir,
- 4) M. Ratmoko et sa famille qui furent autorisés à habiter hors du Palais,
- 5) Le professeur Asikin, qui fut emmené chez lui à Solo,
- 6) La famille de M. Iksan et M. Mutahar qui, selon Mme Iksan, devaient être emmenés à Semarang,
- 7) M. Wangsawidjaja qui fut autorisé à rentrer chez lui.

Je n'ai pu savoir où ont été emmenées les trois premières personnes mentionnées ci-dessus. Avant de les laisser partir, on leur avait demandé si elles accepteraient de travailler avec les Néerlandais. M. Sumarto avait répondu que la collaboration avec les Néerlandais était une question que le Gouvernement de la République essayait de résoudre par voie de négociations.

Il y avait au Palais des vivres et des produits pharmaceutiques en quantité suffisante. On nous permit d'écouter la radio et de lire des journaux néerlandais tels que De Locomotief et Het Bataviaas Nieuwsblad. MM. Ali Sastroamidjojo et Kusnan me dirent que leurs familles avaient également reçu l'ordre de quitter leur domicile et qu'on leur avait donné très peu de temps pour faire leurs préparatifs. On leur avait indiqué pour le moment un autre endroit où résider. J'appris par M. Sewaka qu'il avait vu en prison M. Setiabudi. Ce dernier dont le nom néerlandais est Douwes Dekker est un conseiller de la délégation républicaine. Il a déjà soixante-dix ans et il était malade lorsqu'on l'a emmené de Kaliurang à Djocjakarta. Bien que néerlandais, il lutte au côté des Indonésiens. Il semble qu'il ait été maltraité en prison. On l'avait séparé des autres avec ces mots : "Chien, tu ne dois pas parler avec des gentlemen". J'ai été heureux d'apprendre à la radio qu'il est maintenant en traitement dans un hôpital.

Le 31 décembre 1948, M. Sastroamidjojo fut emmené avec moi par avion à Bangka. Ma femme qui m'avait accompagné tout le temps fut autorisée à rentrer chez elle. Peu après j'appris que ma famille était retournée au 69 Pakuningratan, où nous avons vécu.

C'est quand je fus interné là que je trouvai le Vice-Président Mohamed Hatta et les autres personnes déjà mentionnées.

Dans la maison qui avait été préparée pour nous à Muntok, nous avions très peu de place bien qu'il s'agit d'un grand bâtiment utilisé auparavant pour les weekends par la Pangka Tin Corporation. On nous donna pour six une chambre à coucher de six mètres sur six où se trouvaient déjà six lits. On nous accorda en outre un espace de quatre mètres sur dix dans une grande salle de réception. Cet espace était séparé du reste de la pièce par du fil de fer barbelé.

Quand j'arrivai, le 31 décembre 1948, on était entrain d'installer le fil de fer barbelé, et notre prison fut terminée le 1er janvier 1949. Aussi M. Hatta rappela-t-il, à juste titre, l'Accord de Linggadjeti, que j'avais également signé. Aux termes de l'Accord, les Etats-Unis d'Indonésie libre et souverains auraient dû être constitués le 1er janvier 1949. M. Hatta souriait en parlant car il voyait avec un certain humour mêlé d'amertume que nous étions destinés par le sort et l'histoire à nous trouver en prison et privés de notre liberté individuelle, le jour où les Néerlandais avaient promis, par l'Accord de Linggadjeti, de libérer notre pays.

Les gardes en armes restaient devant la pièce où nous nous trouvions. Tous les matins et toutes les après-midi nous avions l'autorisation d'aller sur la terrasse qui se trouvait au-dessus de la maison pour prendre le soleil et l'air. On avait enlevé la porte de notre chambre de manière à pouvoir nous garder constamment à vue, ce qui était extrêmement désagréable et peu confortable pour nous. La maison était également entourée de fil de fer barbelé, de sorte qu'à l'exception d'une ou deux fenêtres de la façade, il était impossible d'ouvrir les portes et fenêtres.

Nos repas étaient préparés par un soldat et par sa femme et nous convenaient parfaitement. Le Docteur Withamp de Muntok venait au moins une fois par semaine et s'occupait bien de notre santé. On nous donna du papier et des crayons et on nous permit d'écrire à nos famille à Djocjakarta. Nous disposions de journaux et de magazines néerlandais et tous les jours notre provision de lecture s'améliorait. Nous reçûmes également des livres venus de la bibliothèque de Pangkalpinang. Nous avons demandé que l'on nous envoie nos livres de Djocjakarta et nous espérons qu'ils arriveront bientôt.

Comme on nous permettait d'écouter la radio, nous pûmes suivre le déroulement des événements dans le pays et à l'étranger. Les débats du Conseil de sécurité nous intéressaient évidemment au plus haut point. La résolution du Conseil de sécurité en date du 24 décembre 1948, entre autres, invitait les Néerlandais à remettre en liberté le Président Soekarno et les autres dirigeants qui étaient détenus par les Néerlandais depuis le 19 décembre 1948. Le 28 décembre, le Conseil de sécurité adoptait une

résolution présentée par la délégation de la Chine qui invitait le Gouvernement des Pays-Bas à appliquer la première résolution, c'est-à-dire celle qui demandait la mise en liberté du Président Soekarno et des autres dirigeants et à faire rapport au Conseil de sécurité dans les 24 heures de l'adoption de la résolution.

Depuis que j'ai été transféré à Bangka avec M. Ali Sastroamidjojo je n'ai eu aucun contact avec les personnes qui étaient encore détenues à Djocjakarta et j'ignore le sort qui leur est échu.

Le 8 janvier 1949, nous avons appris par la radio australienne que M. van Royen, représentant des Pays-Bas, avait déclaré lors d'une séance du Conseil de sécurité que neuf dirigeants républicains avaient déjà été libérés, dont quatre, notamment M. Mohamed Hatta, se trouvaient dans l'île de Bangka. A ce moment précis, M. Mohamed Hatta était en fait toujours détenu dans les conditions que je viens de décrire.

Le 10 janvier, M. Brouwer, Commissaire de la Couronne pour le Sumatra oriental, vint visiter le lieu de notre détention dans l'île de Bangka en compagnie de M. Lion Cachet, résident de Bangka. M. Lion Cachet était déjà venu nous voir auparavant pour s'enquérir de notre santé et de ce dont nous avions besoin. M. Brouwer déclara qu'il était venu nous faire connaître les décisions de M. Beel, Haut Commissaire de la Couronne. Il nous dit que le Gouvernement des Pays-Bas ne reconnaissait plus l'existence de la République en tant qu'organisation politique possédant un territoire à elle et ne reconnaissait donc plus notre qualité. Le Gouvernement des Pays-Bas avait décidé de nous laisser notre liberté de mouvement dans les limites de l'île de Bangka pourvu que nous soyons disposés à nous engager par écrit à nous abstenir de toute activité politique. M. Brouwer déclara ensuite que le Gouvernement des Pays-Bas constituerait bientôt un gouvernement provisoire qui préparerait des élections générales en Indonésie en vue de constituer les Etats-Unis d'Indonésie, comme il l'avait promis dans sa déclaration la Reine Juliana. M. Brouwer nous expliqua également qu'il serait bientôt permis à nos familles de nous rejoindre si toutefois nous étions disposés à prendre l'engagement écrit susmentionné. En notre nom à tous, M. Hatta répondit que nous ne pouvions prendre pour des raisons de principe aucun engagement écrit de ce genre.

Le 11 janvier, nous apprîmes avec plaisir par la radio néerlandaise que la Commission des bons offices avait demandé aux Néerlandais de lui donner l'autorisation de nous rendre visite. Les Néerlandais avaient prié la Commission des bons offices de prendre patience.

Le 12 janvier, nous remarquâmes que des améliorations étaient apportées aux locaux. Les fils de fer barbelés qui entouraient la pièce où nous vivions furent enlevés de sorte que notre espace vital s'élargit quelque peu. Seul l'accès à l'arrière de la maison nous était encore interdit par le fil de fer barbelé.

Le 13 janvier, nous apprîmes par la radio que la Commission des bons offices viendrait à Bangka le 15 janvier. Nous attendions leur arrivée avec beaucoup d'impatience. Le 14 janvier, de nouvelles améliorations furent apportées aux locaux. Jusqu'alors la salle où nous vivions renfermait une petite table et six chaises cannées ainsi qu'une grande table et six chaises pour prendre nos repas. Ce jour-là, on installa pour nous en outre une desserte, deux bureaux, une meilleure table de salle à manger et six chaises ainsi qu'une table et six chaises cannées.

Le même jour, nous eûmes la visite de M. Boerebekker, Résident adjoint de Pangkalpinang. Il apportait avec lui de quoi écrire et de nouveaux magazines. Il nous dit aussi que la Commission des bons offices viendrait le lendemain et resterait deux heures.

Je terminai ma relation en fournissant quelques renseignements sur l'incident qui a coûté la vie à M. Santoso, époux de Mme Maria Ulfah, ancien membre du Cabinet Sjahrir. Le 19 décembre 1948, M. Santoso, alors Secrétaire général du Ministère de l'Instruction publique, voulut se rendre à Solo. Apparemment poussé par son sens du devoir et bien qu'il sût que les Néerlandais avaient déjà débarqué à Maguwo, il quitta Djocjakarta en automobile accompagné de Mlle Kajatun, fonctionnaire du Ministère de l'Instruction publique, et de deux autres personnes dont une femme. A proximité de Maguwo, ils furent arrêtés par des soldats de l'armée des Pays-Bas qui les firent sortir de la voiture et leur demandèrent s'ils appartenaient à la TNI (armée républicaine). Ils répondirent que non. Les deux hommes furent alors fusillés sans autre forme de procès. Les deux femmes qui avaient accompagné M. Santoso furent gardées une journée. Grâce aux efforts du professeur Dr. Sutomo, les corps des deux victimes purent être emportés pour être inhumés.

(Signé) M. Mohammad Roem

Menumbing, Bangka,
15 janvier 1949.